L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue des Carrières.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 9 AVRIL.

L'anarchie au Mexique.

Le Mexique est retombé dans son état chronique d'anarchie et de déchirements. Ce ne sont pas les partis qui se font la guerre dans ce malheureux pays, car il n'y a ni partis, ni principes ; ce sont les ambitions individuelles qui exploitent les dispositions turbulentes d'une partie du peuple pour chercher à s'emparer du pouvoir. Nous empruntons à la revue de quinzaine du *Trait d'Union* l'exposé suivant de la situation :

Mexico, 15 Mars 1876

Nous sommes en pleine révolution. Les derniers mois du premier terme présidentiel de M. Lerdo de Tejada auront été marqués par une insurrection presque générale qui, initiée dans un Etat, s'est répandue avec une étrange rapidité sur un grand nombre de points de la République. Après quatre années de tranquillité, alors qu'on pouvait croire que l'opinion publique était satisfaite du régime établi, alors qu'il semblait que l'ère des *pronunciamientos* était passée pour toujours, voici de nouveau le pays en feu, et la lutte a pris cette fois un tel caractère qu'il est difficile d'en prévoir l'issue. C'est l'Etat du Michoacan qui a donné le branle ; il y a un an environ, la révolution avait éclaté dans cette partie du pays, mais c'était là une guerre de principes à laquelle le reste de la nation ne s'associait pas. On pouvait prédire que le gouvernement viendrait facilement à bout de cette insurrection localisée dans un seul Etat, lorsque la question du deuxième terme présidentiel a été mise sur le tapis à l'occasion des prochaines élections. Les journaux ministériels se sont empressés de proclamer la candidature de M. Sebastian Lerdo de Tejada ; alors, comme une tempête, l'insurrection s'est étendue d'Etat en Etat, et au moment où nous écrivons des lignes la situation est quelque peu grave.

Depuis le mouvement de l'Etat d'Oajaca et surtout depuis les revers du Jaziuli la *lera* est exercée à Mexico et dans d'autres villes de la République avec une très grande énergie. Il serait trop long de rapporter ici toutes les scènes auxquelles donne lieu cet acte arbitraire et anticonstitutionnel ; la misère dans les ménages par suite de la disparition du chef ou d'un membre de la famille ; la paralysie du travail, l'ouvrier n'osant pas sortir dans la rue par la peur d'être enlevé ; les ateliers fermés ; les bataillons entre les gardes chargés de recruter et les recrues forcées qui ne se laissent pas toujours emmener docilement, batailles dans lesquelles tantôt les gardes, victimes de l'obéissance passive, tantôt les pacifiques citoyens trouvent la mort. Abstraction faite de tous ces incidents, douloureux mais inévitables, la *lera* est une institution regrettable en ce sens qu'elle ne produit aucun bon résultat, tous ses soldats improvisés faisant défection au premier coup de feu ou passant à l'ennemi.

Une autre mesure, qui tout d'abord, paraît juste et équitable,—attendu qu'en principe tout gouvernement local a le droit, lorsque la paix est troublée, d'exiger des ressources des citoyens pour le rétablissement de l'ordre,—mais qui ne laisse pas que le craignons, de donner à la révolution une certaine recrudescence en créant des mécontentements, a été décrétée le 6 du courant dans la forme d'une contribution extraordinaire de un pour cent du capital. Un article du décret établissant que l'impôt ne frapperait que les capitaux supérieurs à $5,000 ; mais comme la rédaction en était assez vague et a donné lieu à de nombreuses explications et il est résulté que tout commerçant, quelque soit son capital qui paye un loyer de plus de vingt piastres sera tenu de payer une contribution égale à un mois de loyer du local occupé. De telle sorte que de petits commerçants qui manœuvrent un capital insignifiant, mais qui par la nature même de leur commerce sont obligés de s'établir dans les grandes rues, et conséquemment ont des loyers très élevés, vont satisfaire un impôt bien plus fort que certains capitalistes possédant vingt fois autre mille piastres. Si la contribution a pu être considérée comme juste en principe, en revanche la façon dont elle a été appliquée a été blamée par tous les organes de l'opinion publique. La limite a couru pendant quelques jours que le corps diplomatique étranger s'était réuni pour protester contre cet impôt au nom de ses nationaux, mais ce fruit n'est contenu et nous ne savons où il a pu prendre naissance. Les étrangers, au contraire, mûrissent dans ces circonstances, la meilleure bonne volonté ; seulement aujourd'hui, tout en défiant les cordons de bourse, ils se demandent avec anxiété si cette contribution sera la dernière et si les besoins du gouvernement n'iront pas en augmentant.

Nos compatriotes en particulier sont douloureusement atteints par l'impôt extraordinaire qui est venu juste au moment où l'on avait à acquitter la contribution ordinaire. Joignez à cela que le délai accordé pour présenter à la Direction des Contributions les déclarations de capitaux a été très court, cinq jours, ensuite l'état des affaires, qui n'a jamais été plus mauvais qu'aujourd'hui, vous n'aurez encore qu'une faible idée de la situation alarmante du commerce. De plus, vous n'ignorez sans doute pas, que par suite de la dépréciation de l'argent, la piastre mexicaine ne vaut plus aujourd'hui à Paris que 4 fr. 25 et que cette baisse ira encore en augmentant, si bien qu'aujourd'hui le change à Mexico est à 4 15. Il est facile de voir que ces causes réunies ne nous font pas une position brillante ; aussi nos neveux de France peuvent-ils dépouiller leurs illusions touchant à leurs oncles d'Amérique ; ils sont ruinés.

—Nous avons parlé dans notre dernière Revue de la bataille du Jazuin qui s'est livrée le 18 février, près d'Yanhuitlan, entre les troupes du général Alatorre et les insurgés d'Oajaca.

Nous ne voulons pas faire ici le récit de la bataille. Le résultat en a été diversement apprécié. Tandis que les journaux du gouvernement et le *Diario Oficial* lui-même soutenaient que M. Alatorre avait été victorieux, ceux de l'opposition prétendaient que la défaite du général avait été complète. Nous n'entrerons pas dans nous interner dans ce débat. Ce qu'il y a de certain, c'est que c'est à partir de ce jour que des renforts ont été demandés et que la *lera* s'est répandue à Mexico dans toute sa splendeur.

Après quelques jours de recrutement on organisa dans Mexico un corps de troupes pour être envoyées au général Alatorre qui l'attendait à Oajaca pour marcher l'offensive et marcher sur Oajaca. On en confia le commandement à M. le général Corella qui grossit son effectif en route des quelques détachements isolés et des garnisons de Tehuacan. Mais à partir de ce moment les opérations devinrent plus difficiles. Les insurgés, comprenant l'importance qu'il y avait pour eux d'empêcher la jonction de la colonne d'Alatorre avec celle qui devait partir de Tehuacan à Yanhuitlan afin d'intercepter le passage. En effet, Corella fut arrêté au village de San Cristobal, le 27 février, et une bataille s'engagea.

Le combat de San Cristobal est encore un de ceux dont chaque parti revendique l'avantage.

Suivent de longs détails sur les soulèvements et les opérations militaires.

—La révolution a gagné aussi l'Etat de Puebla et presque toutes les populations de la Sierra ont pris les armes. Le gouverneur de l'Etat a pris la direction de la campagne et a dû frapper un impôt de un pour cent sur le capital pour subvenir aux frais de la guerre.

Le 9 mars, à quatre heures et demie du soir, une bande d'insurgés de 200 hommes a attaqué Alixco, localité de cet Etat, et grâce à une surprise a occupé quelques hauteurs environnantes. Les habitants se sont immédiatement armés et se sont mis à la poursuite des pronunciados, mais non pas avant que ces derniers n'eussent eu le temps de dévaliser plusieurs maisons des faubourgs.

—Dans l'Etat de Vera-cruz les choses ne vont pas mieux. A Orizava on apprit, dimanche dernier, qu'un détachement de pronunciados commandés par Figueroa en personne s'approchait de la ville. Aussitôt le 20e bataillon de la garde nationale fut mis sous les armes et fit une sortie avec un détachement de troupes fédérales. Les pronunciados se retirèrent, à ce que l'on assure.

A Turtienco, un lieutenant-colonel qui défendait la place, a dû capituler devant la supériorité numérique des forces insurgées qui l'ont attaqué.

Dans cette partie du Vera-cruz, l'Etat de siège sévit actuellement dans cinq Etats de la Fédération : Jalisco, Nuevo Leon, Tlaxcala, Oajaca et Veracruz.

L'insurrection dans l'Etat de Veracruz est la plus importante de toutes, et si les insurgés parviennent à se rendre maîtres du port de Veracruz, ce que l'on murmure déjà aujourd'hui, la situation deviendra très sérieusement embarrassante pour le gouvernement. Veracruz est le principal port de la République dans le Golfe ; c'est la ville qui est le plus en communication intime avec Mexico et c'est par elle que viennent à la capitale tous les articles de commerce ; conséquemment, la douane de ce port est celle qui donne les plus grands revenus. Le gouvernement a bien compris l'importance qu'il y a pour lui de conserver Veracruz ; aussi s'est-il empressé de déclarer l'état de siège dans cette partie de la Fédération, et de prendre toutes les autres mesures tendantes à supprimer l'insurrection. Y parviendra-t-il ? C'est ce que nous ignorons.

Quoi qu'il en soit le fait des troubles survenus à Jalapa et le bruit qui court depuis hier soir que Veracruz est tombé aux mains des pronunciés, ont jeté une certaine panique à Mexico, principalement parmi le commerce. Quelques incidents qui se sont produits, tels que l'interruption du chemin de fer sur un point de la ligne, à Atoyac, l'interruption de la communication télégraphique, n'ont pas peu contribué à augmenter l'alarme. C'est demain que doit partir la correspondance qu'emportera le paquebot français et l'on craint qu'elle ne puisse arriver jusqu'à Veracruz. Les compatriotes qui devaient s'embarquer à bord de ce vapeur ont remis leur voyage à plus tard. Enfin, l'anxiété règne un peu partout.

Toutes par une nouvelle rassurante : le Journal Officiel de ce soir annonce que la communication par la voie ferrée est établie et que des mesures sont prises pour que les voyageurs jouissent de la plus complète sécurité.

H. MAURIN.

On sait que depuis le 15 mars, la situation n'a fait que s'aggraver par la prise de Matamoros et la défection des troupes qui défendaient cette ville et qui ont passé à Porfirio Diaz.

L'Amnistie.

SENAT.—Séance du 21 mars.

M. le président.—La parole est à M. Victor Hugo.

M. Victor Hugo.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du sénat, au nom de plusieurs de nos collègues et en mon nom, un projet de loi dont je vais donner lecture.

Une voix à droite.—Le renvoi à une commission !

Voix nombreuses.—Lisez ! lisez !

M. Victor Hugo.—"Les soussignés, voulant effacer toutes les traces de la guerre civile, ont l'honneur de proposer le projet de loi suivant :

"Art. 1er. Sont amnistiés tous les condamnés pour faits relatifs aux événements de mars, avril et mai 1871. Les poursuites pour faits se rapportant aux dits événements sont et demeurent non avenues."

Une voix à droite.—Ainsi que la mort des otages !

M. Victor Hugo continuant :

"Art. 2. Cette amnistie pleine et entière sera étendue à tous les crimes et délits de presse, ainsi qu'à toutes les condamnations prononcées à l'occasion ou à la suite des événements politiques depuis la dernière amnistie de 1870."

M. Paris.—Même aux assassins des otages !

M. Victor Hugo.—Voici les signatures : Victor Hugo, A. Peyrat, Schœlcher, Laurent Pichat, Esquiros, Scheurer-Kestner, Perrouillas.

M. le président.—La parole est à M. Dufaure.

M. Dufaure.—Messieurs, je demande au sénat de prononcer l'urgence sur la proposition qui vient de lui être apportée. (Très bien ! très bien !) Le sénat comprend les motifs pour lesquels le gouvernement lui adresse cette demande. Parmi ceux auxquels s'appuiera la discussion de l'honorable préopinant, il en est assurément qui, soit dans un exil lointain, soit aux portes de la France, regrettent les excès criminels auxquels de fidèles citoyens ont succombé dans les rues de Paris. (Bruit) ; qui depuis, par le travail, par une conduite honnête, ont mérité d'appeler la clémence du président de la République.

Nous avons, messieurs, le droit ; il multipliera les moyens pour donner à ceux qui le méritent l'espoir d'obtenir les effets de sa clémence, (Très bien ! très bien !) Nous avons, messieurs, le devoir de mettre un terme à des luttes sans cesse renaissantes. (Bravos sur les mêmes bancs), qu'il s'agisse de propositions d'amnistie ou de propositions d'amnistie essentiellement catégoriques. Nous résolutions, messieurs, nous est inspirée par la ferme volonté de respecter les arrêts de la justice.... (Très bien ! très bien ! à droite et au centre), de maintenir le repos dont le pays a besoin, et ainsi par cette pensée dont nous sommes profondément pénétrés, que ce serait déshonorer le pays que d'admettre, même un seul instant, que ceux qui ont commis les crimes dont nous avons été victimes de nos discordes civiles.

A droite et au centre.—Très bien ! très bien !

M. Horace de Choiseul.—Très bien dit !

M. le ministre.—Je demande l'urgence pour cette proposition.

A droite et au centre.—Oui ! oui ! appuyé !

M. le ministre.—Quand de semblables propositions sont déposées, quand elles alarment le pays, il faut qu'elles reçoivent une prompte solution et qu'elles soient discutées sans perdre ni un jour ni une heure. (Très bien ! très bien ! et applaudissements à droite et au centre.)

M. Benjamin Raspail.—Ce qui alarme le pays, ce sont les actes de vos préfets et l'ingérence du ministère.

M. Germain Casse.—Que le ministère passe à droite !

M. le ministre de l'intérieur.—Ni avec les bonapartistes, ni avec les démagogues !

M. Raspail père.—Je demande à répondre.

M. le Président.—Vous avez la parole.

Je vous ferai seulement observer qu'on ne peut discuter en ce moment que l'urgence. Le fond des propositions n'est pas en discussion ; on pourra venir en discussion que sur le rapport de la commission à laquelle les propositions seront renvoyées.

M. Raspail vient prendre la parole, je le prierai de se renfermer dans la question d'urgence.

M. Raspail père.—M. Ricard demande l'urgence au nom du pays. Le pays se tait quand on vous parle, mais le pays saisissez juste ; le pays fait un appel à l'amnistie, je dirai même pour les scélérats une fois qu'ils se sont améliorés et pour ainsi dire convertis. (Interruptions sur un nombreux).

Les scélérats convertis sont redevenus des hommes. Vous prêchez un Dieu qui pardonne au repentir, pour quelque crime que ce soit. Vous n'êtes donc plus chrétiens ! car vous persistez dans la haine et la haine c'est un crime, la haine même pour un ennemi ; vous devez chercher son amélioration.

Faites-y bien attention ! Je suis logique. Vous voulez entretenir la colère ; mais la colère est un commencement de folie, et vous êtes des hommes sages. (Mouvements divers.)

Messieurs, nous vous avons proposé l'autre jour la paix et la concorde, le pardon des injures, c'est-à-dire l'amnistie : la paix, l'amnistie qui efface la mémoire du crime ; le pardon qui est la voix du peuple, le pardon, qui est la voix de Dieu. Vous voulez persister dans cette haine féroce ? Quant à nous, nous ne voulons pas rappeler ici les affaires de la Commune ; nous n'en avons pas prononcé le mot. Nous avons assisté à cette déplorable révolution ; nous en connaissons les auteurs....

Voix à droite.—Ah ! ah ! on sont-ils ?

M. Raspail père.... qui ne sont pas à Nouméa. (Assentiment sur quelques bancs à gauche.)

M. Benjamin Raspail.—Nous les dirons ; nous le ferons.

M. Raspail père.—Certains sont à Paris, dans les ministères. (Rumeurs à droite. —Oui ! oui ! à l'extrême gauche.)

Voilà les véritables provocateurs et auteurs de ces crimes. Vous avez entendu un général accuser les véritables auteurs de la Commune dans une des parties de l'enquête sur le 18 mars. Je ne citerai pas le nom, mais je le désigne assez clairement.

Eh bien, ces hommes qui se sont battus avec courage pendant le siége prussien... (Exclamations et murmures au centre et à droite.)

Plusieurs voix.—Dites-donc qu'ils ont assassiné !

M. Raspail père.... vous les traitez plus mal que des ennemis n'ont jamais traité leurs ennemis. (Nouveaux murmures.)

M. Benjamin Raspail.—Ce sont les bonapartistes qui ont brûlé Paris ! (Exclamations ironiques et protestations à droite.) Nous le prouverons.

M. Raspail père.—Nous faisons appel au pardon, nous vous honorons en l'espérant. (Très bien ! sur plusieurs bancs à gauche.)

M. Henri Brisson.—Je demande la parole contre l'urgence.

M. le président.—M. Brisson a la parole contre l'urgence.

M. Henri Brisson.—Messieurs, je viens combattre l'urgence dans les termes où elle est réclamée par M. le ministre de l'intérieur et par le gouvernement.

Auteur de la première demande d'amnistie déposée sur la tribune de l'assemblée nationale du 13 septembre 1871, je ne suis pas partisan d'une des propositions qui ont été apportées, il y a un instant, à la tribune. C'est vous dire que, dans l'état nouveau et maintenant plus favorable où cette question se présente, je n'ai rien changé à mes idées, à mes sentiments politiques de l'Angleterre. Le *Journal des Débats* restera, d'ici à quelques jours, avec le regret d'avoir rallié une proposition avortée, dans la Colombie anglaise. Le *Folta* a gagné Quadra et Vancouver à la voile, et est arrivé le 7 septembre au Port-Esquimalt, dans la Colombie anglaise. Le *Folta* a reçu, à bord, un accueil très bienveillant et très cordial. Vers la fin de septembre, le *Folta* a touché à San Francisco où la population française lui a fait un accueil enthousiaste. Même réception partout, dans les ports du Canada, à Honolulu, à Valparaiso. Le *Folta*, passant le détroit de Magellan, achèvera le tour du monde, en relâchant à Montevideo, Rio Janeiro, Bahia, Madère et Cadix. Il sera probablement de retour à Toulon, en juin 1876.

L'état-major du *Folta* se trouve ainsi composé : MM. Flouzand de Fourcroy, commandant ; le duc de Fonthièvre, lieutenant de vaisseau, second ; Andrein, Aubert, Fabre de la Maurelle, Le Breton, Pancon, enseignes de vaisseau ; Misseoni, officier d'administration ; Maurin, médecin-major ; Bunuel, aspirant ; Méchain, aide-médecin auxiliaire.

LA JEANNE D'ARC DE MERMET.—La *Jeanne d'Arc* de Mermet est l'événement musical attendu à Paris. Voici la nomenclature des actes et des tableaux :

1re partie : *Domremy*, 1er tableau : *Le sacre*, 2e acte, 1er tableau : *Chinon* ; 2e tableau : *Blois*—Troisième acte, 1er tableau : *la Tente de Jeanne d'Arc* ; 2e tableau : *le Camp sous Issy*. Quatrième acte, 1er tableau : *Jeanne Touchée sous Orléans* ; 2e tableau : *le Sacre*.

Le premier acte contiendra un chœur d'anges soutenu par huit saxophones et d'autres instruments inusités, plus grand effet, reparaît plusieurs fois et est écrit sur ces paroles :

Jeanne ! Jeanne ! sauve la France !
Du réveil le jour est venu.
Le ciel va prêter assistance
A la Vierge du Bois-Chenu.

Le chœur doit se chanter dans les coulisses ; mais madame Carvalho, directrice, a déclaré que ce serait impossible, et comme son mari n'est qu'un sot, elle a fait la moitié du chemin. L'amoureux, doublé de l'espion, s'est embarqué, et nos deux personnages se sont entendus admirablement. Il s'agissait, pour la femme, d'être ce qu'elle n'était pas : baronne ou comtesse, ambassadrice ou quelque chose d'approchant, je ne sais pas, moi ; et, pour l'autre, de posséder les secrets de Ferdinand Mittermann, qui est le chargé d'affaires du principe de.. à Paris.

Tout cela est compliqué comme un mélodrame de boulevard ; observez Mr. Meven très attentionné à ces étranges révélations.

—Et cependant nous n'en sommes encore qu'au prologue. D'abord, J. Starke a commencé par faire manœuvrer ses agents à la Bourse.

On a entortillé ce grand benêt de Ferdinand et j'ai'est mis à jouer à découvert ; la preuve c'est envoyée un beau jour à mon jeune Mittermann s'est trouvé avoir à payer des différences énormes, c'est-à-dire à peu près ruiné. Pendant ce temps-là, la belle Caroline agissait en sous main, Comment ? je ne sais trop. Le Starke avait sans doute donné les plus perfides conseils. Ce qu'il y a de certain c'est que, ce soir, à l'Opéra, Ferdinand Mittermann a passé, avec armes et bagages, dans le camp ennemi.

—C'est impossible ! dit Meven qui se révoltait à cette pensée.

La bourde de Copeau était un peu patoune ; il se versa un verre de rhum et s'excité par ce stimulant, il continua.

—Impossible ! dis-tu. Attends seulement quelques jours et tu verras plus d'un changement dans cet intérieur. Quand le beau scandale qui se prépare ! Et le puissant baron, ce faux juste ! Quelle dégringolade, mon doux Jésus !

Copeau sut un succès de rire nerveux. Un drôle est ivre ! pensa Melven, mais il est instructif.—Continue, Copeau, dit-il à son compagnon.

—Pendant ce temps-là, les amours d'Alcindor — c'est J. Starke que je veux dire — et de Caroline marchaient leur train. L'amoureux avait loué un petit bijou d'hôtel entre cour et jardin, avec deux issues, à Auteuil, où l'amoureuse s'y rendait le soir en catamini, lorsque ce mais présomptueux de Ferdinand était au cercle ; mais apparemment que ces rendez vous ne suffisaient pas à l'impatient Caroline, elle désirait, elle voulait légèrement affermi. Les transactions n'ont pas excédé $35.000, dont $20.000 de banques, $50.000 do. et de banque, à 1/32 pour cent de perte.

Les banques ont continué de tirer des chèques sur New-York à 1/8 pour cent de prime. Le change de commerce, à rue, a été coté à 1/32 pour cent de prime, contre 1/8 à 1/32 de prime hier matin.

La seule vente d'actions non annoncée à l'Exchange a été de 30 actions du Crescent City Slaughter House Co., à $19.50.

—Oui, mais tu connais le caractère jaloux et l'espion. L'amoureux en tenait pour Mme Ferdinand Mittermann et n'était trop parler dans la crainte du bigron et peut-être aussi parce qu'il n'était pas certain de la réciprocité, mais madame Caroline est ambitieuse